

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

# PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES RÉGIONALES NOTES

## AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Le temps presse : relever le défi  
de la création d'emplois  
en Afrique subsaharienne

OCT  
2024



FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

# PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES RÉGIONALES NOTES

## AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Le temps presse : relever le défi  
de la création d'emplois  
en Afrique subsaharienne

OCT  
2024



©2024 Fonds monétaire international

## The Clock is Ticking: Meeting Sub-Saharan Africa's Urgent Job Creation Challenge

October 2024 Regional Economic Outlook: Sub-Saharan Africa Analytical Note

Wenjie Chen, Khushboo Khandelwal, Athene Laws, Faten Saliba, Can Sever, Luc Tucker (AFR).<sup>1</sup>

*Édition française*

Département services intégrés et équipements du FMI  
Division services linguistiques, section française

**AVERTISSEMENT** : Les notes du FMI visent à permettre une diffusion rapide d'analyses succinctes du FMI sur des questions économiques essentielles auprès de ses pays membres et des décideurs en général. Les avis qui y sont exprimés sont ceux de leurs auteurs, et ne correspondent pas nécessairement à ceux du FMI, de son conseil d'administration ou de sa direction.

**RÉFÉRENCE RECOMMANDÉE** : Fonds monétaire international (FMI). 2024. « Le temps presse : relever le défi de la création d'emplois en Afrique subsaharienne ». *Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne – Entre réformes et grandes espérances*, Washington, octobre.

JEL Classification Numbers:	J11, J21, O14, E26, J23.
Keywords:	Job creation, demographics, inclusive growth, informality, structural transformation.

<sup>1</sup>**REMERCIEMENTS** : La présente note de l'édition d'octobre 2024 des *Perspectives économiques régionales pour l'Afrique subsaharienne* (PER) a été rédigée par les services du département Afrique du FMI sous la direction de Luc Eyraud et Catherine Pattillo.

# Le temps presse : relever le défi de la création d'emplois en Afrique subsaharienne

L'Afrique subsaharienne doit impérativement créer des emplois pour sa population croissante, en particulier dans les pays fragiles ou touchés par un conflit et les pays à faible revenu. Les marchés du travail de la région se caractérisent par la taille importante du secteur informel et des entraves notables à la création d'emplois, ce qui se traduit par un manque d'emplois de qualité. Pour y remédier, il est essentiel d'assurer une croissance de la productivité généralisée et inclusive, y compris dans le secteur informel. Pour sortir de l'informalité et suivre une trajectoire viable vers l'emploi, il convient d'adopter des politiques ciblées pour appuyer les travailleurs et d'éliminer les obstacles à la croissance des entreprises. Pour accroître les débouchés valorisants, ces efforts devraient s'accompagner de mesures favorables à une transformation structurelle qui donnera lieu à des activités à plus forte productivité.

**D'ici 2030, la moitié  
de l'accroissement  
de la population active  
mondiale viendra  
d'Afrique subsaharienne.**

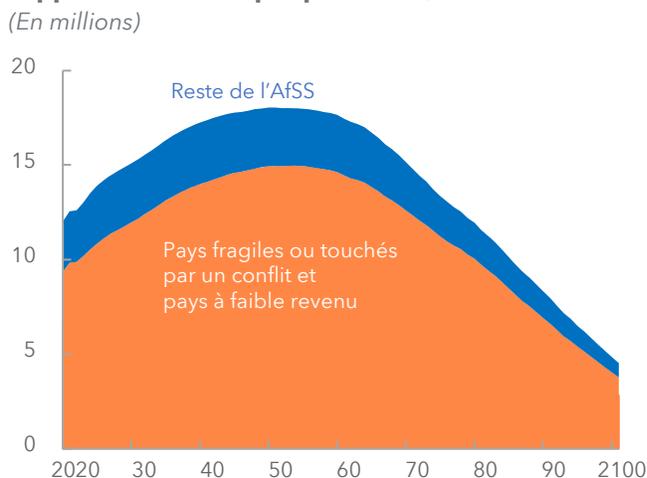


**Le monde est-il prêt ?**

## Les pays fragiles et à faible revenu doivent de toute urgence créer des emplois ...

Alors que le reste du monde subit un déclin démographique, la population africaine est en plein essor. D'ici 2030, la moitié de l'accroissement de la population active mondiale viendra d'Afrique subsaharienne, ce qui nécessitera la création de jusqu'à 15 millions de nouveaux emplois par an<sup>1</sup>. Ce défi est encore plus grand pour les pays fragiles ou touchés par un conflit et les pays à faible revenu où l'on recense 80 % des besoins annuels de création d'emplois de la région (graphique 1). Ces pays enregistrent des taux de fécondité élevés, et le nombre de jeunes n'a pas encore atteint un pic. Le Niger, par exemple, un pays qui compte actuellement 26 millions d'habitants et où la proportion de jeunes ne devrait pas culminer avant 2058, devra créer 650 000 nouveaux emplois par an au cours des 30 prochaines années. En revanche, de nombreux pays à revenu intermédiaire comme le Botswana, le Ghana, la Namibie et Maurice ont vu leur part de jeunes dans la population atteindre un pic et subiront des pressions moins fortes en matière de création d'emplois.

**Graphique 1. Afrique subsaharienne : estimation du nombre net d'emplois supplémentaires requis par année, 2020-2100**  
(En millions)



Sources : Projections des Nations Unies sur la population mondiale ; estimation du taux d'activité de l'Organisation internationale du Travail ; calculs des services du FMI.

Pour tirer profit du potentiel de la forte croissance démographique en Afrique, il faut créer un grand nombre d'emplois productifs et de qualité qui permettent d'avoir des revenus supérieurs au niveau de subsistance, que ce soit au sein d'entreprises structurées ou par le biais du travail indépendant. **L'absence d'un nombre suffisant d'emplois fera croître la pauvreté et l'insécurité alimentaire, et en conséquence, la probabilité de tensions sociales, de conflits et d'instabilité.** Le manque de débouchés peut également conduire à des migrations, principalement au sein de l'Afrique subsaharienne, mais de plus en plus en dehors de la région aussi (Kanga *et al.*, 2024).

## ... pourtant, les marchés du travail ne parviennent pas à produire suffisamment d'emplois.

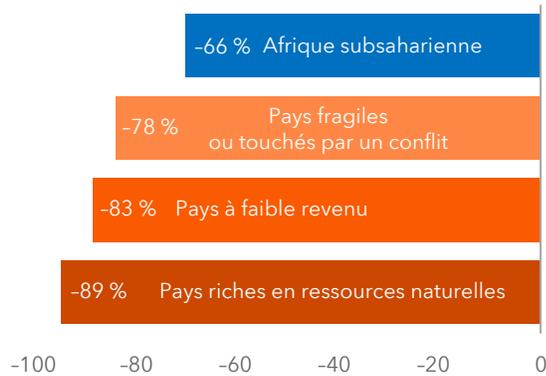
La croissance de l'Afrique subsaharienne génère relativement moins d'emplois que celle d'autres pays émergents et pays en développement (graphique 2). La région ne crée qu'un tiers des emplois recensés dans les autres régions du monde affichant une augmentation similaire du PIB par habitant. Ce problème est particulièrement marqué dans les pays fragiles ou touchés par un conflit et les pays à faible revenu, précisément ceux qui subissent de fortes pressions démographiques. Les pays de la région riches en ressources naturelles sont encore plus à la traîne, car ils ne créent qu'un dixième du nombre habituel d'emplois issus de la croissance économique en raison de leur dépendance à l'égard d'activités extractives générant peu d'emplois.

Par conséquent, la croissance économique en Afrique subsaharienne n'a pas aussi bien réussi à faire reculer la pauvreté, son incidence étant environ de moitié inférieure à celle observée dans d'autres régions (Banque mondiale, 2013 ; Wu *et al.*, 2024). **Le paysage de l'emploi dans la région est dominé par les emplois de subsistance.** Moins d'un travailleur sur quatre occupe un emploi salarié, et plus d'un tiers des travailleurs sont classés dans la catégorie des

<sup>1</sup>Ce chiffre correspond à l'augmentation annuelle de la population active totale (15-64 ans), estimée à partir des projections démographiques (World Population Prospects) et des taux d'activité par âge au niveau national (ILOSTAT). Il est supérieur au nombre de nouveaux jeunes travailleurs recensés chaque année, estimé entre 8 et 11 millions (Banque mondiale, 2023), car il reflète l'augmentation des taux d'activité avec l'âge.

## Graphique 2. Afrique subsaharienne : écart de création d'emplois par rapport aux autres pays émergents et pays en développement, 1992-2022

(Écart dans la création d'emplois tirée de la croissance du PIB, en pourcentage)

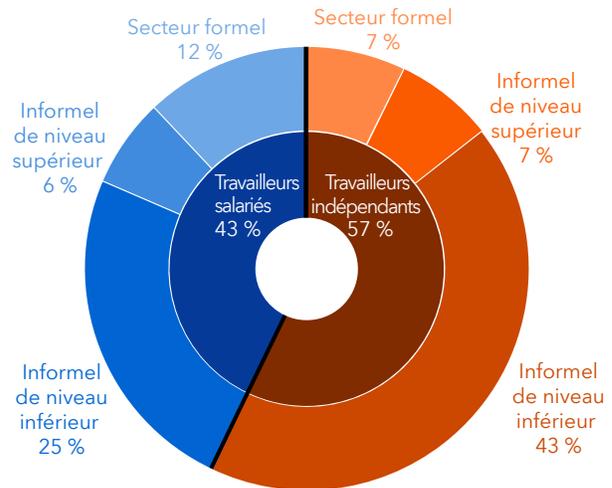


Sources : Banque mondiale ; Organisation internationale du Travail ; calculs et estimations des services du FMI.

Note : Le graphique met en évidence les écarts entre les pays d'Afrique subsaharienne et les pays émergents et pays en développement à l'égard de la corrélation entre la croissance du PIB par habitant et les taux d'emploi. Après avoir calculé la corrélation entre la croissance du PIB réel par habitant et l'évolution du ratio emploi/population (15 ans et +, total) sur la période 1992-2022 pour chaque pays, il utilise les valeurs médianes de ces corrélations dans chaque sous-échantillon, l'échantillon PEPD (hors AfSS) étant normalisé à 100. AfSS = Afrique subsaharienne ; PEPD = pays émergents et pays en développement.

## Graphique 3. Proportion de l'emploi selon le statut de travail

(En pourcentage de l'emploi non agricole total)



Sources : Danquah et al. ; IZA Journal of Development and Migration (2021) 12:15 ; calculs des services du FMI.

Note : Le graphique indique la répartition des travailleurs parmi les emplois non agricoles et se fonde sur des statistiques moyennes pour le Ghana, la Tanzanie et l'Ouganda. L'Afrique du Sud a été exclue de cette analyse des *Perspectives économiques régionales*, car son marché du travail n'est pas aussi représentatif du reste de l'Afrique subsaharienne. Les emplois de niveau inférieur sont ceux qui offrent des salaires bas et de mauvaises conditions de travail, et les emplois de niveau supérieur sont ceux qui offrent des salaires plus élevés et de meilleures formations.

travailleurs pauvres, gagnant moins de 1,90 dollar par jour. Le sous-emploi est également extrêmement élevé, en particulier dans les zones rurales qui dépendent de l'agriculture saisonnière.

Pour relever les défis qui entravent la création d'emplois bien rémunérés et de qualité en Afrique subsaharienne, il est crucial d'examiner les obstacles sous-jacents qui affectent à la fois la demande et l'offre de main-d'œuvre. Les sections suivantes se penchent sur trois obstacles majeurs : la prévalence des emplois informels, les entraves à la croissance des entreprises et la demande restreinte de main-d'œuvre dans un contexte marqué par de fortes concentrations de secteurs à faible productivité.

## Les emplois sont principalement informels, en particulier pour les jeunes et les femmes

En Afrique subsaharienne, l'informalité domine le paysage de l'emploi, avec environ 8 emplois sur 10 classés comme étant informels (ILOSTAT). Ces emplois, dépourvus de reconnaissance légale, de protection, de contrats sûrs, d'avantages sociaux et de sécurité sociale, sont souvent précaires et moins productifs que les emplois du secteur formel (édition de mai 2017 des *Perspectives économiques régionales pour l'Afrique subsaharienne*). La production informelle dans la région représente de 21 à 54 % du PIB, sa part étant la plus élevée dans les pays à faible revenu (Medina et Schneider, 2018 ; calculs des services du FMI).

Cependant, les emplois informels ne sont pas tous les mêmes. Danquah, Schotte et Sen (2021) distinguent les emplois informels de niveau inférieur, caractérisés par des salaires bas et de mauvaises conditions de travail, des emplois informels de niveau supérieur dont les salaires et les formations sont meilleurs. Au Ghana, en Tanzanie et en Ouganda, près de 70 % de tous les travailleurs non agricoles occupent des emplois informels de niveau inférieur (graphique 3) ;

dans cette catégorie, les femmes sont surreprésentées. Hélas, les travailleurs qui ont un emploi informel de niveau inférieur peinent à gravir les échelons pour accéder à des emplois de meilleure qualité. En Ouganda, par exemple, l'emploi informel de niveau inférieur n'est un tremplin vers un emploi formel que pour moins de 5 % des travailleurs. En revanche, les travailleurs occupant des emplois informels de niveau supérieur sont plus susceptibles d'accéder à un emploi formel, ce qui leur permet d'obtenir des salaires plus élevés et une protection juridique.

**Les obstacles auxquels se heurtent les jeunes d'Afrique subsaharienne, en particulier les femmes, pour décrocher des emplois de meilleure qualité sont majeurs.** La pénurie d'emplois formels disponibles en est un. Beaucoup se retrouvent avec des emplois informels de niveau inférieur ou au chômage, ce qui les entraîne vers la précarité. Plus d'un jeune Africain sur quatre n'est ni scolarisé, ni employé, ni en formation, et les deux tiers d'entre eux sont des jeunes femmes (Organisation internationale du Travail, 2024). Les barrières à l'emploi comprennent l'inadéquation des compétences, l'accès restreint aux réseaux professionnels et le manque d'informations essentielles sur le marché du travail. Les jeunes femmes sont souvent contraintes par les responsabilités familiales et font l'objet de discrimination. Le paradoxe de l'expérience, selon lequel le manque d'expérience professionnelle bloque l'accès au secteur formel, est aggravé par la faible disponibilité des emplois, ce qui désavantage les jeunes par rapport aux cohortes plus âgées. Près de 40 % des jeunes hommes et 50 % des jeunes femmes sont à la recherche d'un emploi depuis plus d'un an, et plus les périodes de chômage sont longues, plus la probabilité de basculer vers un emploi précaire et informel augmente.

Compte tenu de son omniprésence, le secteur informel est une source essentielle d'emplois en Afrique subsaharienne, en particulier là où les opportunités formelles se font rares. **Une mesure transformatrice et cruciale pour la région serait d'aider la population active à gravir les échelons de l'emploi, à sortir de l'activité informelle de subsistance et de niveau inférieur, et à s'orienter vers des emplois informels de niveau supérieur ou des emplois formels.**

## Pour les entreprises, les freins à la croissance sont nombreux

Les pays d'Afrique subsaharienne devancent les autres pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire sur le plan du nombre de nouvelles entreprises créées par adulte en âge de travailler (base de données de la Banque mondiale sur l'entrepreneuriat). **Malgré ce fait prometteur, les entreprises peinent à croître,** la plupart restent petites, peu productives et non enregistrées, et ont souvent un seul propriétaire. C'est pourquoi il existe un grand nombre de microentreprises, mais pas assez de moyennes et grandes entreprises, qui sont essentielles à la création d'emplois, comme constaté dans d'autres régions (Abreha *et al.*, 2022).

**Les entreprises africaines affirment que l'accès au financement, l'électricité et les pratiques du secteur informel sont les principaux facteurs qui entravent leur croissance,** des obstacles bien plus grands que dans les pays comparables ailleurs dans le monde (Enquêtes sur les entreprises de la Banque mondiale). Par exemple, un raccordement électrique à Nairobi prend environ 92 jours, soit plus du double de la moyenne d'autres pays ayant des revenus similaires, tandis que dans toute la région, les coupures de courant fréquentes réduisent considérablement les ventes, la productivité et l'emploi des entreprises (Enquêtes sur les entreprises de la Banque mondiale ; Cole *et al.*, 2018 ; Mensah, 2024). Les petites entreprises ont particulièrement du mal à accéder au fonds de roulement nécessaire pour développer leur activité, et ont souvent recours à des prêteurs informels (Nwajiuba *et al.*, 2020 ; Runde *et al.*, 2021). Après avoir surmonté les obstacles initiaux, les entreprises peinent à croître en raison de la demande intérieure limitée et de l'accès restreint aux marchés internationaux (Teal, 2023). Les réglementations bureaucratiques, la corruption, les infrastructures inadéquates et les coûts de main-d'œuvre relativement élevés ne font qu'aggraver ces difficultés (Gelb *et al.*, 2014, 2020 ; Forum économique mondial, 2017).

**Malgré ces obstacles, une part importante des entreprises formelles étaient autrefois informelles et de petite taille, ce qui indique que le secteur informel sert parfois de tremplin** (Adom, 2024). Par exemple, plus d'un tiers des entreprises formelles en Angola ont démarré sans être enregistrées, une tendance observée dans plus de 20 % des entreprises d'un quart des pays d'Afrique subsaharienne étudiés (Enquêtes sur les entreprises de la Banque mondiale).

Actuellement, le secteur public, qui compte près d'un tiers des emplois salariés de la région (Bhorat et Oosthuizen, 2020), comble une partie de l'écart d'emploi, en particulier dans de nombreux pays riches en ressources naturelles (note de l'édition d'octobre 2024 des *Perspectives économiques régionales pour l'Afrique subsaharienne* – « Une région et deux trajectoires : divergence en Afrique subsaharienne »). Les postes publics sont lucratifs ; au Lesotho, en Namibie, au Rwanda et au Togo, les salaires du secteur public sont plus de quatre fois plus élevés que ceux du secteur privé (Indicateurs mondiaux de l'emploi 2020 de la Banque mondiale), ce qui rend difficile pour les entreprises du secteur privé d'attirer des travailleurs (Thevenot et Walker, 2024). **Cependant, le secteur public ne peut pas être le seul créateur d'emplois.** Aussi, la promotion de la croissance des entreprises du secteur privé est une deuxième transformation majeure nécessaire pour la région.

## Demande de main-d'œuvre restreinte, mais forte concentration de secteurs à faible productivité

La demande restreinte de main-d'œuvre dans les secteurs à forte productivité est une grande difficulté pour la région.

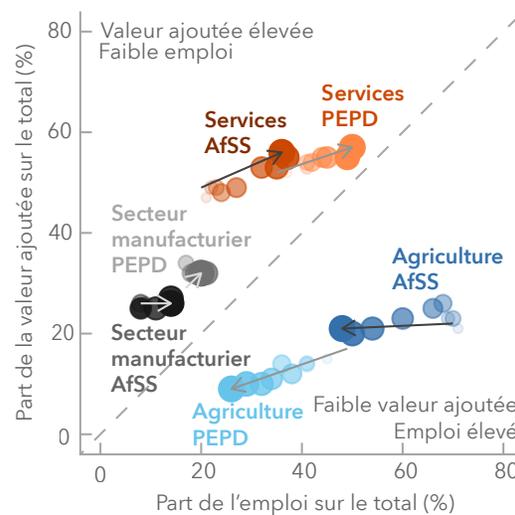
La transformation structurelle, à savoir une réorientation des ressources (comme le capital et la main-d'œuvre) de secteurs à faible productivité tels que l'agriculture traditionnelle vers des secteurs plus productifs tels que l'industrie manufacturière et les services modernes, a été plus lente que dans d'autres régions. Cette transition s'impose pour améliorer la qualité des emplois, et délaissier les activités de subsistance au profit d'emplois formels, ou informels, mais de niveau supérieur. À mesure que les populations augmentent et s'écartent de l'agriculture de base, il sera nécessaire d'améliorer rapidement la productivité dans d'autres secteurs afin d'éviter que les salaires ne baissent en raison de l'afflux accru de main-d'œuvre.

Toutefois, le secteur manufacturier de la région présente des caractéristiques uniques : il y a d'un côté quelques grandes entreprises à forte intensité de capital dont la productivité est élevée, mais qui créent peu d'emplois, et de l'autre, un grand nombre de petites entreprises à forte intensité de main-d'œuvre qui génèrent des emplois, mais qui contribuent peu à la croissance globale de la productivité (Heitzig et Newfarmer, 2023). **La part de l'industrie manufacturière dans la production économique de la région a donc stagné alors même que la part de l'emploi dans le secteur a augmenté**, ce qui contraste avec la trajectoire ascendante de la valeur ajoutée et de la part de l'emploi dans les pays émergents et les pays en développement (graphique 4).

Compte tenu de la tendance mondiale vers l'établissement d'une industrie manufacturière à plus forte intensité de capital dotée d'une main-d'œuvre plus qualifiée, **l'Afrique subsaharienne pourrait ne pas être en mesure de compter sur la production industrielle pour assurer un développement riche en emplois** (Rodrik, 2016, 2022). Cette tendance, et d'autres sur le plan technologique, comme l'avènement de l'intelligence artificielle, a suscité un débat sur la meilleure façon d'assurer une transformation structurelle dans la région et ailleurs (Cazzaniga et al., 2024).

Plusieurs secteurs autres que l'industrie manufacturière traditionnelle réunissent les principales conditions (intensité de main-d'œuvre et croissance de la productivité) d'une transformation structurelle (Page, 2020 ; chapitre 3 de l'édition d'octobre 2018 des *Perspectives de l'économie mondiale*). S'inspirant de la réussite de l'Inde dans l'informatique

**Graphique 4. Évolution de la productivité et de l'emploi des secteurs**



Sources : Centre de Groningen pour la croissance et le développement (2022) ; Economic Transformation Database ; calculs des services du FMI. Note : Les flèches indiquent l'évolution des secteurs de l'agriculture, de l'industrie et des services entre 1990 (plus petit point) et 2018 (plus gros point). Les secteurs situés au-dessus de la ligne des 45 degrés sont plus productifs (la part de la valeur ajoutée dépasse la part de l'emploi), tandis que les secteurs situés en dessous le sont moins. AfSS = Afrique subsaharienne ; PEPD = pays émergents et pays en développement, hors AfSS.

et les télécommunications, domaines qui ont connu une croissance rapide en l'absence d'une base industrielle substantielle, certains experts suggèrent de contourner l'industrie manufacturière et de se concentrer sur les services à haute productivité. En effet, le secteur des services dans plusieurs pays africains, en particulier dans les domaines de l'informatique, de la finance et des services aux entreprises, semble avoir un potentiel de croissance de la productivité et de l'emploi. Il n'est donc pas surprenant qu'on ait constaté un glissement des parts de l'emploi et de la valeur ajoutée vers le secteur des services dans la région (graphique 4). Les investissements dans les installations de transformation, l'adoption de technologies modernes et la création de produits à valeur ajoutée peuvent considérablement dynamiser la chaîne de valeur agricole et créer des emplois ruraux non agricoles.

Des secteurs tels que le tourisme, l'agroalimentaire, la logistique et les énergies renouvelables présentent également un potentiel d'emploi important et peuvent contribuer à diversifier les économies et à créer des emplois pérennes. Par exemple, au Rwanda, des secteurs tels que l'agroalimentaire, l'horticulture et l'agriculture d'exportation ont connu une croissance de 9 % par an et leur taux d'emploi a triplé, passant de 5 à 16 % entre 2000 et 2017 (Newfarmer et Twum, 2022). L'amélioration de la productivité agricole de cette façon est une autre piste, tout aussi importante compte tenu du gros potentiel de main-d'œuvre que présente le secteur et de l'insécurité alimentaire à l'échelle régionale. Il s'agit notamment de gravir « l'échelle de la qualité » en améliorant le degré de perfectionnement et de complexité des produits et services existants (Bhorat *et al.*, 2019), mais aussi de diversifier l'économie. Cela peut s'avérer très difficile pour les pays riches en ressources naturelles dont l'économie dépend fortement d'une gamme restreinte de produits de base. Il existe donc plusieurs vecteurs potentiels de transformation structurelle en Afrique subsaharienne, mais la région doit examiner diverses stratégies pour s'attaquer à la fois aux problèmes spécifiques à chaque secteur et aux contraintes économiques plus généralisées.

## Tirer parti de la croissance basée sur le secteur privé afin de créer des emplois de qualité pour tous

Afin de créer des emplois de qualité pour tous, il est essentiel d'assurer une croissance généralisée et inclusive du secteur privé, y compris informel. Les recommandations des rapports précédents sur la transformation structurelle et les réformes du marché du travail demeurent importantes, telles que l'investissement dans l'éducation universelle, une condition préalable à la création d'emplois de qualité (note de l'édition d'avril 2024 des *Perspectives économiques régionales pour l'Afrique subsaharienne* – « Bâtir la main-d'œuvre de demain : éducation, opportunités et dividende démographique de l'Afrique »).

Compte tenu de la place qu'il occupe en Afrique subsaharienne, il faudra impérativement tirer parti du secteur informel pour gravir les échelons de l'emploi et créer des emplois bien rémunérés et de qualité. **Pour que le travail dans le secteur informel ne soit plus juste une activité de survie, mais un tremplin vers d'autres emplois, il convient d'adopter des politiques ciblées à l'échelle des travailleurs :**

- **Améliorer la productivité et des revenus dans le secteur informel.** Investir dans des infrastructures soutenant le secteur informel, comme des zones de marché accessibles, peut favoriser la création d'emplois de niveau supérieur. Pour aider les travailleurs informels de niveau inférieur, en particulier les travailleurs indépendants, à accéder au crédit pour développer leurs entreprises, il faudrait concevoir des politiques axées sur des solutions fintech innovantes destinées au secteur informel (CNUCED, 2023). Dans les zones rurales, les réformes foncières peuvent permettre aux agriculteurs indépendants d'utiliser les terres comme garantie pour des prêts. L'élargissement des programmes de protection sociale peut également permettre de mieux gérer les risques et les incertitudes, y compris les chocs climatiques. En plus de ces améliorations, **favoriser la formalisation** en réduisant les lourdeurs administratives, en offrant des incitations et en garantissant la mise en application des lois aidera à monter plus haut sur l'échelle de l'emploi (Ulysea, 2020).
- **Faciliter l'accès des jeunes au marché du travail.** Les stratégies comprennent les services d'appariement des offres et des demandes d'emploi, la réinsertion des chômeurs de longue durée et la promotion de l'entrepreneuriat chez les jeunes par l'accès au financement, à la formation et au mentorat. Ces politiques doivent être soigneusement

conçues et évaluées pour être bien adaptées au contexte de chaque pays. En outre, abroger les lois du travail discriminatoires, mettre en application des politiques de non-discrimination, fournir des aides à l'éducation et à la formation, et rendre plus accessibles les services de garde d'enfants figurent parmi les mesures de **soutien ciblé sur les jeunes femmes** (note de l'édition d'octobre 2024 des *Perspectives économiques régionales pour l'Afrique subsaharienne* – « Égalité des chances : parité femmes-hommes et développement économique en Afrique subsaharienne »).

**Il est essentiel d'éliminer les obstacles à la croissance des entreprises dans le secteur privé pour accroître les possibilités d'emploi valorisant.** Les mesures doivent viser les contraintes spécifiques auxquelles les entreprises sont confrontées :

- **Améliorer l'accès aux financements.** L'amélioration du climat de l'investissement peut attirer **davantage d'investissements directs étrangers**. Le développement de marchés de capitaux locaux peut faire croître les financements disponibles (chapitre 1 de l'édition d'avril 2024 des *Perspectives économiques régionales pour l'Afrique subsaharienne*), car l'épargne pourrait ainsi servir de capital d'investissement. Favoriser l'inclusion financière par le développement des services bancaires mobiles, la microfinance et l'éducation financière améliorerait l'accès au financement pour les entreprises, qui sont pour la plupart petites et moyennes.
- **Privilégier les infrastructures de base.** Les routes, l'électricité et Internet sont essentiels aux opérations du secteur privé. Il est fondamental de développer des systèmes de transport et des infrastructures numériques ayant un bon rapport coût-efficacité dans les zones urbaines. Les coûts élevés des services de téléphonie mobile et d'Internet en Afrique subsaharienne pénalisent les services bancaires mobiles et les marchés en ligne, vitaux pour de nombreuses entreprises (Fox et Ghandi, 2021). Les réformes des marchés des biens visant à stimuler la fourniture de ces services de réseaux par le secteur privé peuvent contribuer à réduire les goulets d'étranglement à un coût budgétaire limité (Budina *et al.*, 2023).
- **Remédier aux entraves à la croissance liées au climat des affaires.** **Le renforcement de l'Accord de libre-échange continental africain (ZLECAf)** et des autres mesures d'intégration régionale contribue à surmonter le problème de la demande intérieure limitée et à stimuler la création d'emplois (FMI, 2023). Il sera crucial de donner la priorité à **l'amélioration de l'efficacité administrative et à la lutte contre la corruption**. À ce titre, les efforts de dématérialisation se sont avérés très fructueux (Newiak *et al.*, 2022).

**L'appui à la transformation structurelle et à la croissance de la productivité est également important pour créer des emplois de qualité,** ce qui nécessite des approches adaptées à chaque pays pour se tourner vers des secteurs à plus forte valeur ajoutée :

- **Mettre en œuvre des mesures rentables qui ont des avantages pour plusieurs secteurs.** Il s'agit notamment de maintenir la stabilité macroéconomique, de favoriser la concurrence et d'engager des réformes économiques de grande envergure. Compte tenu de l'espace budgétaire restreint et des capacités administratives limitées dans de nombreux pays, la priorité doit être accordée à des mesures peu coûteuses, faciles à mettre en œuvre et à haut rendement.
- **Appréhender les politiques industrielles avec prudence.** Cela est particulièrement recommandé lorsque des secteurs spécifiques sont ciblés, en raison des éventuelles distorsions que ces mesures peuvent engendrer, des coûts budgétaires élevés et des risques notables en matière de gouvernance (FMI, 2024a, 2024b). Lorsque les pays y ont recours, ces politiques requièrent une gouvernance solide et des objectifs clairs axés sur des obstacles à la diversification sectorielle spécifiques (note de l'édition d'octobre 2024 des *Perspectives économiques régionales pour l'Afrique subsaharienne* – « Une région et deux trajectoires : divergence en Afrique subsaharienne »).

La communauté internationale a tout intérêt à ce que l'Afrique subsaharienne réussisse à relever le défi de la création d'emplois. Si elle échoue, cela pourrait exacerber la pauvreté, aggraver l'instabilité et conduire à des migrations. Une réussite pourrait en revanche progressivement dynamiser la demande des consommateurs, libérer un potentiel d'investissement, et donc compenser les déclin démographiques ailleurs. Au bout du compte, **la prospérité future du monde est inextricablement liée à la capacité de l'Afrique subsaharienne à créer suffisamment d'emplois de qualité pour soutenir sa population en croissance rapide.**

## Bibliographie

- Abreha, K G; Cirera, X; Davies, E A R; Fattal J, Roberto N.; Maemir, H B. 2022. "Deconstructing the Missing Middle : Informality and Growth of Firms in Sub-Saharan Africa." Policy Research Working Paper no. 10233, World Bank Group, Washington, DC.
- Adom, I. 2024. "Informality as a stepping stone in developing countries: the role of financial constraints." IMF Working Paper (forthcoming)
- Bhorat, H. Kanbur, R., Rooney, C. and Steenkamp, F. 2019. "Sub-Saharan Africa's Manufacturing Sector: Building Complexity", in Kanbur, R. Noman, A., Stiglitz, J. (eds) *The Quality of Growth In Africa*, Columbia University Press, New York.
- Bhorat, H. and Oosthuizen, M. 2020. "Jobs, Economic Growth and Capacity Development for Youth in Africa." African Development Bank Working Paper No. 336.
- Budina, N., Ebeke, C., Jaumotte, F., Medici, A., Panton, A.J., Mendes, T., Yao, B. 2023. "Structural Reforms to Accelerate Growth, Ease Policy Trade-Offs and Support the Green Transition in Emerging Market and Developing Economies." IMF Staff Discussion Notes 2023/007, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Cole, M.A., Elliot, R.J.R., Occhiali, G. and Strobl E. 2018. "Power Outages and firm performance in sub-Saharan Africa." *Journal of Development Economics* 134, pp. 150-159.
- Danquah M., S. Schotte, and K. Sen. 2021. "Informal Work In Sub-Saharan Africa: Dead End or Stepping-Stone?" *IZA Journal of Development and Migration* 12:15.
- Filmer, D. and Fox, L (2014) *Youth Employment in Sub-Saharan Africa*, World Bank Group, Washington DC.
- Fox, L. and D. Gandhi. 2021. "Youth Employment in Sub-Saharan Africa: Progress and Prospects." Africa Growth Initiative at Brookings.
- Gelb, A., Meyer, C. and Ramachandran, V. 2014. "Development as Diffusion: Manufacturing Productivity and Sub-Saharan Africa's Missing Middle." Center for Global Development Working Paper 357, February 2014.
- Gelb, A. Ramachandran, V., Meyer, C., Wadhwa, D., Navis, K. 2020. "Can Sub-Saharan Africa Be a Manufacturing Destination? Labor Costs, Price Levels and the Role of Industrial Policy." *Journal of Industry, Competition and Trade*, vol. 20, pp335-357.
- Heitzig, C. and Newfarmer, R. 2023. "Africa: Growth Beyond Deindustrialization?" Blog, The International Growth Center, September 5, 2023.
- ILO. 2024. "World Employment and Social Outlook: Trends 2024." International Labour Organization, Geneva.
- International Monetary Fund (IMF). 2023. "Trade Integration In Africa: Unleashing The Continent's Potential in a Changing World." IMF Departmental Paper 2023/03, Washington, DC
- International Monetary Fund (IMF). 2024. "Industrial Policy Is Not A Magic Cure For Slow Growth." IMF Blog, April 10, 2024.
- International Monetary Fund (IMF). 2024. "Industrial Policy Is Back But the Bar to Get It Right Is High." IMF Blog, April 12, 2024.
- Kanga, D., Loko, B., Agou, G., Kpodar, K. 2024. "Intra-African Migration: Exploring the Role of Human Development, Institutions, and Climate Shocks." IMF Working Paper Wp/24/97, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Medina, L. and Schneider, F. 2018. "Shadow Economies Around the World: What Did We Learn Over the Last 20 Years?" IMF Working Paper WP/18/17, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Mensah, J. 2024. "Jobs! Electricity shortages and unemployment in Africa." *Journal of Development Economics*, vol 167.
- Newfarmer, R. and Twum, A. 2022. "Employment Creation Potential, Labor Skills Requirements and Skill Gaps for Young People: A Rwanda Case Study." Brookings Africa Growth Initiative Working Paper 39.

- Newiak, M. Segura-Ubiergo, A., Wane, A.A. (eds). 2022. "Good Governance In Sub-Saharan Africa: Opportunities and Lessons." International Monetary Fund, Washington, DC.
- Nwajiuba, C., Igwe, P., Binuomote, M., Nwajiuba, A., and Nwekpa, K. 2020. "The Barriers to High-Growth Enterprises: What Do Businesses in Africa Experience?" *European Journal of Sustainable Development*, 9(1), 317.
- Page, J. 2020. "Industries Without Smokestacks: Firm Characteristics and Constraints to Growth." Brookings Africa Growth Initiative Working Paper 23.
- Rodrik, D. 2016. "Premature Deindustrialization," *Journal of Economic Growth*, 21(1), March.
- Rodrik, D. 2022. "Prospects for Global Economic Convergence Under New Technologies," in David Autor and others: "An Inclusive Future? Technology, New Dynamics, and Policy Challenges." Brookings Institution, Washington, D.C., May
- Runde, D., Savoy, C. and Staguhn, J. 2021. "Supporting Small and Medium Enterprises in Sub-Saharan Africa through Blended Finance." Center for Strategic and International Studies Brief, July.
- Teal, F. 2023. "What Explains the Firm Size Distribution in Sub-Saharan Africa and Why Does It Matter?" *Journal of African Economies*, 32(2).
- Thevenot, C. and Walker, S. 2024. "How to Set Compensation for Government Employees", IMF How To Note, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Ulyssea, G. 2020. "Informality: Causes and Consequences for Development." *Annual Reviews of Economics*, 12: 525-546.
- United Nations Conference on Trade and Development. 2023. *Economic Development in Africa Report: "The Potential of Africa to Capture Technology-Intensive Global Supply Chains."* New York.
- World Bank. 2023. *Africa's Pulse* October 2023 Vol. 28. Washington, DC. [https://www.worldbank.org/content/dam/Worldbank/document/Africa/Report/Africas-Pulse-brochure\\_Vol8.pdf](https://www.worldbank.org/content/dam/Worldbank/document/Africa/Report/Africas-Pulse-brochure_Vol8.pdf)
- World Economic Forum. 2017. *African Competitiveness Report*. Geneva.
- Wu, H., Atamanov, A., Bundervoet, T., and Paci, P. 2024. "The Growth Elasticity of Poverty: Is Africa Any Different?" Policy Research Working Paper no. 10690, World Bank Group, Washington, DC. <https://openknowledge.worldbank.org/server/api/core/bitstreams/eb297870-1c63-425d-963a-16254e8ab7eb/content>